

Expert(s)	Pays	Volume (hj)	Montant* (€)	Bénéficiaire	Financement	Début	Fin	Partenaires	Référence
Olivier Bouyer	Internationa l	25	18 750 <i>* activité de l'expert cité, alors au sein d'ONFI</i>	COMIFAC, France	GIZ, Etat français	Mar. 2010	Fév. 2012	n/a	tolakogadou@hotmail.com Mob: +236 75 55 82 22

Description détaillée du projet	Nature des services fournis
<p>Suite à deux réunions ministérielles sur la déforestation tropicale, organisées à Paris en mars 2010 et Oslo en mai 2010, le Partenariat REDD+ a été lancé, afin d'accélérer la montée en puissance des financements et actions REDD+, en améliorant l'efficacité, la transparence et la coordination des initiatives dans le domaine. Il réunit plus de 75 pays du Nord et du Sud sur une base volontaire et ne vise pas à remplacer le processus REDD+ onusien, mais à le soutenir.</p> <p>A la suite de la réunion d'Oslo, une co-présidence du Japon et de la Papouasie Nouvelle Guinée a permis, malgré quelques difficultés, à adopter un programme de travail 2011-2012 pour le Partenariat REDD+. Dans le cadre de ce Programme, les pays participants se sont engagés à mettre en place et alimenter une base de données des financements et actions REDD+ (accessible sur http://reddpluspartnership.org/fr/)</p> <p>Au premier semestre 2011, la France et le Brésil ont co-présidé et réussi à orienter le Partenariat des négociations (omniprésentes dans les échanges en 2010, bien que ce n'était pas le mandat initial) vers l'action. Durant cette période, l'effort a porté sur l'établissement d'une atmosphère constructive entre Partenaires, afin d'assurer la transparence de leurs actions et accélérer le déploiement de REDD+. Au second semestre 2011, l'Allemagne et le Guyana ont coprésidé et choisi de favoriser les échanges sur les grands enjeux de la mise en œuvre de REDD+ : clauses de sauvegarde, Mesure, rapportage et vérification (MRV), établissement de niveaux de référence, financement de la REDD+.</p> <p>Au premier semestre 2012, l'Australie et la République démocratique du Congo sont devenus les co-présidents du Partenariat et ont comme principal défi de compléter la base de données REDD+ et, surtout, de réduire l'énorme écart existant entre les montants déclarés par les bailleurs (8 milliards d'USD) et les bénéficiaires (1 milliard d'USD).</p>	<p>Le Partenariat REDD+ n'avait pas et n'a toujours pas vocation à être une « enceinte de négociations bis », en dehors de la Convention climat. Néanmoins, les enjeux du Partenariat sont aussi importants que ceux de négociations onusiennes sur REDD+, car c'est un espace dédié uniquement à la REDD+ et ses réunions permettent des échanges directs entre bénéficiaires et bailleurs sur les montants/objectifs des financements REDD+.</p> <p>Pas moins de 12 réunions se sont tenues entre début 2010 et début 2012, dont cinq auxquelles l'expert a physiquement participé (les autres ayant été suivies par email) : Paris (mars 2010), Oslo (mai 2010), Bonn (août 2010), Tianjin (octobre 2010), Londres (février 2012). Aspect particulier, la participation à ces réunions s'est faite sous couvert de la délégation centrafricaine en 2010 (celle-ci étant à l'époque présidente de la Commission des forêts d'Afrique Centrale – COMIFAC, que l'expert appuyait dans les négociations climat. Voir référence s 14, 17 et 34) et sous couvert de la délégation française en 2012 (voir référence 7).</p> <p>Néanmoins, dans les deux cas, la participation aux réunions du Partenariat REDD+ poursuivait les mêmes objectifs : (i) contribuer aux discussions techniques sur le déploiement de REDD+, (ii) remonter les informations stratégiques aux décideurs politiques, (iii) contribuer à la compilation de données sur les actions et financements REDD+ (au bénéfice des pays du Bassin du Congo ou à l'actif de la Coopération française).</p> <p>La participation au Partenariat REDD+ a donc nécessité la préparation de nombreuses notes techniques et des recherches de données en amont des réunions, une bonne concentration lors des réunions pour faire la synthèse des discussions (parfois complexes) et en saisir les enjeux pour le/les pays représenté/s.</p>